La Corse doit relever le dÃ©fi de lâ€™eau

Dossier de
 la rÃ©daction de H2o
March 2018

Des barrages quasiment pleins, d'autres en bonne voie de remplissage, des cours d'eau Ã un niveau haut, de la neige en montagne... NÃ©anmoins, Saveriu LUCIANI, conseiller exÃ©cutif de la CollectivitÃ© de Corse et prÃ©sident de l'Office d'Ã©quipement hydraulique de la Corse (OEHC), estime que rien n'est encore gagnÃ© et que, dans un contexte de changement climatique, l'eau doit acquÃ©rir le statut de ressource vitale Ã©puisable. Son interview par Nicole MARI pour Corse Net Infos. H2o avril 2018.

SAVERIU LUCIANI :

La Corse doit relever le dÃ©fi de l'eau, du Cap Corse Ã Bunifaziu

interview rÃ©alisÃ©e par Nicole MARI

le dimanche 18 mars 2018 pourÂ Corse Net Infos

H2o - avril 2018

(reproduction avec accord)

Â

Des barrages quasiment pleins, d'autres en bonne voie de remplissage, des cours d'eau Ã un niveau haut, de la neige en montagne... Autant dire que l'Ã©pisode neige-pluie qui se poursuit semble avoir Ã©loignÃ© le spectre de la pÃ©nurie d'eau, dans la quasi-totalitÃ© de l'Ã®le, Ã l'exception du Cap Corse. Du cÃ´tÃ© de la Plaine orientale oÃ¹ des solutions alternatives sont Ã l'Ã©tude, la situation s'amÃ©liore avec des stockages en phase de reconstitution. NÃ©anmoins, Saveriu Luciani, conseiller exÃ©cutif de la CollectivitÃ© de Corse et prÃ©sident de l'Office d'Ã©quipement hydraulique de la Corse (OEHC), estime que rien n'est encore gagnÃ© et que, dans un contexte de changement climatique, l'eau doit acquÃ©rir le statut de ressource vitale Ã©puisable. Depuis plusieurs mois, il appelle les Corses Ã changer leurs modes de consommation et annonce la mise en œuvre de deux plans concomitants pour amorcer un processus visant l'autonomie hydrique de l'Ã®le.

Quel est, aujourd'hui, l'Ã©tat de la ressource hydrique en Corse ?

Ã€ quelques jours de la journÃ©e mondiale de l'eau, le 22 mars, je crois essentiel et opportun de faire un point gÃ©nÃ©ral sur cet enjeu qu'est l'eau au cœur du dÃ©veloppement durable dans une Ã®le oÃ¹ il est dÃ©sormais bien identifiÃ© par le peuple corse. Le mois Ã©coulÃ© a Ã©tÃ© dÃ©terminant en termes de recharge de stockage. Globalement, concernant les ouvrages de l'OEHC, le volume de stockage dÃ©passe 88 %, soit prÃ¨s de 40 millions de mÃ¨tres cubes sur une capacitÃ© maximale de 45 millions de mÃ¨tres cubes. Ce taux de remplissage est sensiblement Ã©gal Ã celui de l'an dernier Ã la mÃªme Ã©poque, avec juste 2 points d'Ã©carts. Il est, pour nous, aujourd'hui satisfaisant. Cependant, il importe de rester vigilant, car la consommation est en constante augmentation sur tous les territoires.

Ce remplissage est-il homogÃ¨ne ou y-a-t-il des disparitÃ©s ?

Il y a, bien entendu, des disparitÃ©s entre le Nord et le Sud. Les trois barrages du Sud - Ortolu, U Spidali et Figari - affichent 100 % de remplissage. Les barrages stratÃ©giques de Padula dans le Nebbiu - prÃ¨s de 2 millions de m3 - et d'E. Cotule en Balagna - 6,4 millions de m3 - sont Ã©galement pleins. Les grandes rÃ©serves de la Plaine Orientale - Alzitone, Bacciana, Teppe Rosse et Peri - sont en phase de remplissage, certaines sont dÃ©jÃ pleines. Restaient jusqu'Ã peu deux points de vigilance : le barrage d'Alisgiani et la rÃ©serve de Stullone dans le Cap Corse. Alisgiani, qui est le plus grand barrage de l'Office, contient 10,5 millions de mÃ¨tres cubes. En janvier, il n'avait recueilli que 2,7 millions de mÃ¨tres cubes, nous l'avions neutralisÃ© pour qu'il puisse se remplir. Aujourd'hui, il frÃ´le les 9 millions de mÃ¨tres cubes. En l'espace de quatre semaines, il a atteint quasiment la capacitÃ© de remplissage de l'an dernier.Â

Quel est le problÃ¨me ?Â

Ce barrage, qui est au cœur de la Plaine Orientale, commande un rÃ©seau hydraulique d'ampleur, alimentant par exemple la rÃ©serve basse de Peri qui est une sÃ©curitÃ© pour les zones du Sud de la Plaine Orientale. S'il Ã©tait restÃ© vide, cela nou aurait plongÃ© dans une crise aigÃ¼e. Par mesure conservatoire, nous avons transfÃ©rÃ© ces derniÃ¨res semaines de l'eau du Golu vers Peri pour soulager Alisgiani. Pour autant, ce dernier n'est pas encore totalement rempli. Sur un plan plus gÃ©nÃ©ral, il faut savoir que l'an dernier, malgrÃ© les rÃ©serves importantes, le manteau neigeux a fondu beaucoup plus vite que prÃ©vu Ã cause de tempÃ©ratures de 3 Ã 4Â° C au-dessus des normales saisonniÃ¨res. Il peut, cette annÃ©e, disparaÃ® de la mÃªme maniÃ¨re. Avec le rÃ©chauffement climatique, un manteau neigeux consÃ©quent ne nous donne donc plus de sÃ©curitÃ© pour l'Ã©tÃ©.Â

Rien n'est, donc, encore gagnÃ© ?

Non ! Il faut absolument rester trÃ¨s prudent et agir de maniÃ¨re responsable. Un parc d'ouvrages hydrauliques pleins ne signifie plus que l'on puisse gÃ©rer l'eau comme il y a dix ans. Depuis deux ans, nous avons mis en œuvre une campagne de sensibilisation, organisÃ© des Ã©changes avec toutes les filiÃ¨res agricoles pour construire un processus de rationalisation de la gestion de la ressource. Ainsi, aujourd'hui, nous pouvons espÃ©rer une saison d'irrigation estivale normale, une distribution d'eau potable dans les zones du Sud-Est et en Balagna notamment, sans craindre une rupture d'alimentation, si tant est que tout le monde - les agriculteurs, les collectivitÃ©s et les particuliers - joue le jeu et respecte les rÃ¨gles.Â Â

Les gros usagers, agriculteurs et collectivitÃ©s jouent-ils vraiment le jeu ?Â

Oui, en grande majoritÃ©. Cela a permis, l'an dernier, d'assurer l'irrigation agricole sur toute l'amplitude mars-novembre, pour toutes les filiÃ¨res, des fourrages jusqu'Ã l'agrumiculture. C'est important ! Le mÃªme challenge se pose cette annÃ©e. Nous avons dÃ©jÃ rencontrÃ© les filiÃ¨res afin de mettre en place une charte des bonnes pratiques entre elles et au sein de chacune d'elles. Avec l'ODARC (Office de dÃ©veloppement agricole et rural de la Corse), nous avons engagÃ© une interaction trÃ¨s positive avec le monde agricole qui prend conscience des dÃ©rÃ¨glements climatiques et des changements qui s'opÃ¨rent. Tout un chacun comprend qu'il y a un dÃ©fi Ã relever : il est collectif et requiert un engagement au service de la prÃ©servation et de la gestion de la ressource hydrique, sachant qu'elle est Ã©puisable. Du cÃ´tÃ© des collectivitÃ©s, l'attention reste de mise dans les zones de forte frÃ©quentation touristique.Â

La situation du Cap Corse est-elle toujours aussi critique ?Â

Oui ! C'est une des quatre grandes rÃ©gions vulnÃ©rables, selon le constat du Plan de bassin, avec l'ExtrÃªme-Sud, la Balagna, une partie de la Plaine orientale, et surtout le Grand Bastia. Le Cap Corse est une presqu'Ã®le qui n'a pas de

montagne aussi haute que celles du Niolu. Comme ailleurs en Corse, il y pleut mal, Ã la fois dans le temps et dans l'espace. C'est dans ce contexte que la rÃ©gion de Ruglianu-Tuminu-Meria est presque sinistrÃ©e. Elle est notamment alimentÃ©e par le rÃ©servoir du Stullone qui contient, pour l'instant, seulement 10 000 mÃ¨tres cubes sur une contenance totale de 48 000 mÃ¨tres cubes, soit seulement 20 % de remplissage. Pour envisager l'Ã©tÃ© de maniÃ¨re plus sereine, il faudrait le remplir jusqu'Ã 25 000 ou 30 000 mÃ¨tres cubes, tout en maintenant les restrictions dÃ©jÃ prÃ©vues par le maire et le prÃ©fet, alors que pour l'heure, les forages sont au plus bas.Â Â

Qu'allez-vous faire finalement ?Â

La premiÃ¨re mesure envisagÃ©e a Ã©tÃ© de se tourner vers le voisin d'Ersa et son potentiel appoint de l'Acqua Tignese. En 2002, une jonction a Ã©tÃ© faite entre Ersa et Ruglianu pour permettre un transfert d'eau d'environ 150 m3/jour. Nous avons, de cette faÃ§on, espoir de reconstituer une partie du stock. Cela pourrait ne pas suffire. C'est pour cela qu'en tant que concessionnaire, mÃªme si nous n'avons pas obligation d'alimenter les stockages, nous avons, au vu des maigres perspectives de recharge, provoquÃ©, dÃ¨s fÃ©vrier, une rÃ©union avec l'Ã‰tat et les communes concernÃ©es pour trouver de pistes et les accompagner techniquement. Parmi elles, la fourniture d'eau par tanker, de nouveaux forages et de nouvelles ressources Ã Ã©tudier, et, la fameuse solution Ã©prouvÃ©e en 2002 : la pose sur le port de Macinaghju d'une unitÃ© mobile de dessalement de l'eau de mer avec un dÃ©bit de 600 m3/jour.Â

Cette option, qui semble avoir la faveur des Ã©lus, suscite pourtant des critiques ?

Elle est une option pour le maÃ®tre d'ouvrage qu'est la CommunautÃ© de communes du Cap. Pour l'OEHC, je tiens Ã rÃ©affirmer que le dessalement ne peut Ãªtre que le recours ultime, etÂ - j'insiste lourdement -, une rÃ©ponse temporaire Ã une crise exceptionnelle, et ce pour de multiples raisons. D'abord, c'est extrÃªmement onÃ©reux. Ensuite, cela dÃ©responsabilise les populations. Enfin, donner aux Corses la mer Ã boire dans un parc marin, c'est-Ã -dire une aire protÃ©gÃ©e avec la question de la saumure Ã traiter, est la derniÃ¨re des solutions alternatives Ã envisager, et seulement au pire de la pÃ©nurie. Je comprends les maires, anxieux Ã l'approche de la saison touristique, notamment sur Macinaghju qui accueille plus de 2 000 personnes en Ã©tÃ©. L'OEHC participe activement Ã ce dÃ©bat tout en essayant, dans le mÃªme temps, de reconstituer des stocks suffisants pour Ã©luder cette option. Une nouvelle rÃ©union se tiendra fin mars pour faire un Ã©tat des lieux avec les Ã©lus et les services de l'Ã‰tat. D'ici lÃ , il faut travailler Ã des pistes alternatives.Â Â

Et, si ce recours, que vous qualifiez d'ultime, est actÃ© ?

La rÃ©ponse incombera d'abord aux Ã©lus du Cap. Si, au final, prÃ©vaut l'option de l'unitÃ© de dessalement, le maÃ®tre d'ouvrage serait vraisemblablement la ComCom. L'Etat et la CollectivitÃ© de Corse devraient alors soutenir le processus et l'OEHC accompagner techniquement le dispositif. Mais, je le rÃ©pÃ¨te, laisser penser que le dessalement serait une solution pÃ©renne serait un trÃ¨s mauvais signal envoyÃ© Ã la Corse. Quoi qu'il en soit, le Cap regorge de ressources. Une alternative de court terme requiert de prospecter les probables nappes souterraines, d'optimiser le stockage, de rÃ©aliser d'autres forages et autres captages de sources. L'avenir doit inciter les Ã©lus Ã persÃ©vÃ©rer la recherche de nouvelles ressources.Â

Ce qui se passe dans le Cap peut-il arriver ailleurs en Corse ?Â

Oui ! Les EPCI (intercommunalitÃ©s), avec le transfert de compÃ©tences, et les communes ont tout intÃ©rÃªt Ã prendre Ã bra le corps la problÃ©matique du changement climatique. L'eau est devenue un combat sociÃ©tal. Le 23 mars, le ComitÃ© hydrique se rÃ©unira en prÃ©sence des deux prÃ©fets de Corse pour parler de la problÃ©matique de l'eau sur l'ensemble du

territoire. C'est une premiÃ¨re ! Le 26 mars, se mettra en place le ComitÃ© de bassin de Corse, c'est-Ã -dire l'assemblÃ©e de l'eau. Nous dÃ©voilerons un premier jet des grandes orientations du Plan de bassin d'adaptation aux changements climatiques (PBACC). De maniÃ¨re parallÃ¨le, l'OEHC travaille sur son propre plan : Acqua Nostra 2050 qui sera proposÃ© Ã l'AssemblÃ©e de Corse avant l'Ã©tÃ©. Ã€ un moment donnÃ©, les deux plans se rejoindront de maniÃ¨re transversale. L'obj est de dÃ©finir un schÃ©ma permettant de doter la Corse d'une sÃ©curitÃ© hydraulique absolue d'ici Ã 30 ans. Face Ã la rarÃ©faction de la ressource, les enjeux sont multiples : agricole, dÃ©mographique et touristique. Tout ceci doit Ãªtre pris en compte et cofinancÃ© par tous les acteurs, y compris l'Ã‰tat. Dans 30 ans, la Corse comptera plus de 400 000 habitants, avec des centres urbains dÃ©passant les 100 000 rÃ©sidents.Â

Â

Que propose exactement le plan Aqua Nostra 2050 ?Â

Ce plan, toujours en gestation, entend projeter la Corse dans les 30 annÃ©es Ã venir, avec des actions de court, moyen et long termes. Il n'est pas uniquement centrÃ© sur la phobie du stockage, mÃªme si c'est essentiel, mais aussi sur l'optimisation des transferts de ressources entre les zones. Nous privilÃ©gions des rÃ©ponses immÃ©diates, opÃ©rationnelles et Ã moindre coÃ»t. L'OEHC a dÃ©jÃ engagÃ© 60 millions d'euros dans des opÃ©rations d'amÃ©lioration et de recalibrage de transferts et prÃ¨s de 15 millions d'euros de travaux pour crÃ©er une autoroute de l'eau entre le Golu et le Sud de la Plaine orientale. L'idÃ©e est d'augmenter les capacitÃ©s : transfÃ©rer, par exemple, 1 ou 2 millions de mÃ¨tres cubes par semaine contre dix fois moins aujourd'hui de zones nanties vers celles dÃ©ficitaires en eau. Avec le PEI (plan exceptionnel d'investissements) qui finance des stations de pompage importantes comme Alzitone et Peri, il faudra rÃ©nover, optimiser et mÃªme Ã©tendre ces maillages pour assurer l'irrigation des terres agricoles. L'enjeu est aussi de fournir l'eau potable Ã la population en prenant en compte une donnÃ©e dÃ©mographique majeure : la Corse accueille 4 000 personnes supplÃ©mentaires par an ! Ce jeu de transfert avec des interconnections et le maillage du territoire, couplÃ© Ã une gestion plus rationnelle de la ressource, Ã©vitera, Ã mon avis, des dÃ©penses inutiles et la construction de barrages supplÃ©mentaires qui demandent au moins 15 ans.

D'autres actions de sensibilisation sont-elles prÃ©vues ?Â

Oui ! Nous poursuivons des actions dÃ©jÃ en cours dans le cadre des PEI 3 et 4 concernant le rendement et la chasse au gaspillage. Les zones vulnÃ©rables - Balagne et ExtrÃªme-Sud -, sont mixtes : l'eau des barrages de l'OEHC sert, Ã la fois, aux agriculteurs et aux collectivitÃ©s, mais, comme ce sont des zones touristiques, la grande majoritÃ© des volumes sert Ã l'approvisionnement en eau potable des populations. C'est pourquoi notre action de sensibilisation et de responsabilisation de la gestion de l'eau en direction des filiÃ¨res du monde agricole se prolonge vers les collectivitÃ©s et l'industrie touristique. Nous avons besoin que l'information soit donnÃ©e aux touristes par les compagnies maritimes et aÃ©riennes dÃ¨s l'achat du billet, et relayÃ©e par les agences et offices, notamment l'ATC et l'ADEC, les professionnels du tourisme et les collectivitÃ©s concernant l'utilisation de l'eau dans les espaces publics et les ports de plaisance. On met souvent en avant le poids de l'industrie agricole, mais il ne faut oublier que le tourisme reprÃ©sente en Corse 30 % du PIB (produit intÃ©rieur brut).Â

Que pensez-vous de l'annonce du PrÃ©sident Macron sur la tenue des Assises de l'eau dans l'Ã®le au cours du 1er semestre 2018 ?Â

C'est la reconnaissance de notre travail et de notre lobbying vis-Ã -vis de Paris et de Bruxelles. J'ai l'intention de prÃ©parer au mieux ces Assises en rÃ©unissant au prÃ©alable les Ã©lus corses. Par ailleurs, nous avons des contacts avec le ministre de la transition Ã©nergÃ©tique et des dÃ©putÃ©s europÃ©ens pour intÃ©grer l'Europe dans la solution, via un cadre insulaire mÃ©diterranÃ©en. La Sardaigne et la Corse ont besoin d'une rÃ©ponse particuliÃ¨re aux effets du changement climatique. L'insularitÃ© est un cadre confinÃ©, sans grand fleuve, donc avec des ressources limitÃ©es. Les Ã®les ont besoin d'un plan Marshall spÃ©cifique de grande ampleur, tout comme le pourtour mÃ©diterranÃ©en.Â

Le mÃªme prÃ©sident Macron n'a-t-il pas, dans le mÃªme temps, annoncÃ© des coupes sombres dans le budget de l'Agence de l'eau ?Â

Oui ! Le budget du 11Ã¨me programme de l'Agence de l'Eau marquera un coup d'arrÃªt, avec 25 % de ressources financiÃ¨res en moins. C'est pour cela que je suis montÃ© Ã Lyon la semaine derniÃ¨re Ã la rÃ©union de programmation pour dÃ©fendre la ruralitÃ© corse qui a bien besoin d'un rattrapage historique. Par manque d'anticipation, les premiers effets palpables du changement climatique n'ont pas Ã©tÃ© suffisamment pris en compte. C'est la raison pour laquelle nous sommes en train d'Ã©laborer Acqua Nostra, conjuguÃ© au PBACC. Cet objectif majeur recouvre l'ensemble du territoire insulaire, avec un focus particulier sur la ruralitÃ©. Ã€ ce titre, les Ã©lus locaux doivent initier, eux aussi, ce travail de long terme et contribuer Ã accÃ©lÃ©rer l'amÃ©nagement hydraulique des communes. Le changement climatique, l'augmentation des tempÃ©ratures Ã horizon de 30 ans et le tarissement prÃ©vu des ressources en eau nous placent dans une nouvelle situation. Outre le repositionnement stratÃ©gique de cet outil d'amÃ©nagement qu'est l'OEHC en termes de compÃ©tences, de rÃ´le et d'action auprÃ¨s des collectivitÃ©s, il est vital que la Corse engage, Ã l'instar de ce que nous initions, le combat sur le devenir de la ressource hydraulique en termes de maÃ®trise du bien commun, de gestion et de projets. L'autonomie hydropique reste, je le rÃ©pÃ¨te trÃ¨s solennellement, l'un des grands dÃ©fis du 21Ã¨me siÃ¨cle pour la Nation corse en chantier. â–„

Â

Â